



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ARS PACA  
Délégation départementale des Hautes-Alpes  
Service santé environnement

Gap le, 24 OCT. 2024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 05-2024-10-24-00004**

**Portant levée de l'interdiction de consommation de l'eau destinée à la consommation humaine sur le réseau chef-lieu sur la commune de LARDIER ET VALENÇA**

**Le préfet des Hautes-Alpes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** la directive 98/83 CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-1 à L.1324-5 et R.1321-1 à R.1321-5 ;
- VU** les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux dispositions en matière de pouvoir de police du Maire ;
- VU** Les articles R.732-1 et suivants du code de la sécurité intérieure ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Dominique DUFOUR, administrateur de l'Etat hors classe, préfet des Hautes-Alpes ;

**CONSIDERANT** les résultats des analyses de recontrôle de l'eau du 21/10/2024 conformes à la réglementation en vigueur et démontrant l'absence de germes témoins de contaminations fécales dans les eaux destinées à l'alimentation humaine du réseau chef-lieu sur la commune de Lardier et Valença ;

**CONSIDERANT** les mesures correctives mises en œuvre par la commune de Lardier et Valença pour rétablir la qualité de l'eau distribuée ;

**CONSIDERANT** que la situation ne fait plus encourir un risque sanitaire aux personnes s'alimentant en eau sur le réseau chef-lieu sur la commune de Lardier et Valença ;

Sur Proposition du Directeur général de l'Agence régionale de Santé

## ARRETE

### Article 1

L'eau du réseau public d'eau potable du chef-lieu sur la commune de Lardier et Valença, peut à nouveau être utilisée pour la consommation humaine et être utilisée pour l'hygiène bucco-dentaire.

L'arrêté d'interdiction n° 05-2024-10-15-00004 du 15/10/2024 est abrogé.

### Article 2

Le présent arrêté sera affiché dans la mairie susvisée en un lieu visible pour les usagers. Le maire a l'obligation d'informer sans délai leurs administrés de la levée de l'interdiction de consommer de l'eau destinée à la consommation humaine sur le réseau chef-lieu par tout moyen approprié.

### Article 3

Copie du présent arrêté sera transmise au Maire de Lardier et Valença, à Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hautes Alpes, à Madame la Directrice de la délégation départementale de l'ARS des Hautes-Alpes et à Monsieur le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, de la Solidarité et de la Protection des Populations des Hautes-Alpes.

### Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes, le Maire de Lardier et Valença, le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

### Article 5

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés

Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet,



**Dominique DUFOUR**